

## LE PLANETARIUM de Ghassan Salamé

# L'horizon méditerranéen de l'Europe

Sous l'impulsion de la France, l'Union européenne tente d'ébaucher une véritable politique à l'égard des pays du Levant, du Maghreb et de la Turquie. Il était temps: la diplomatie américaine était en train de lui damer le pion.

**L**a présidence française de l'Europe pour six mois est une bonne nouvelle pour les pays de la Méditerranée, parce que Bruxelles n'a guère de politique dans cette région. L'Europe, qui accordera 1,5 milliard d'euros par an en dons, et un autre milliard en prêts aux pays des rives du sud et de l'est de la Mare Nostrum d'ici à la fin du siècle, est très généreuse. Mais aussi très raisonnable: sans développement économique de ces pays, l'Europe n'importera d'eux que des maux de têtes levantins, des migraines algériennes et des retombées violentes de l'islamisme conquérant. Les ministres de l'Union européenne se réuniront bientôt à Barcelone avec leurs homologues de l'autre rive pour signer un pacte semblable à celui signé, il y a trois ans, avec les pays d'Europe de l'Est.

Il était temps que l'Europe affiche une politique méditerranéenne. Maintenant elle l'a, ou croit l'avoir. Enclenchée à Lisbonne, confirmée à Essen et vigoureusement mise en marche par Paris, l'approche entend établir un vrai partenariat, qui se traduit, sur le court terme, par un soutien financier au processus de paix israélo-arabe et, dans dix ou douze ans, par l'établissement d'une large zone de libre-échange de Marrakech à Salonique et du Caire jusqu'à Stockholm. Les nostalgiques de l'apogée de l'Empire romain doivent en être satisfaits.

Les gouvernements actuels aussi. Pour une population équivalente, à l'horizon de l'an 2010, le différentiel est effrayant. Grosso modo, le PIB des Douze était, l'année dernière, vingt fois supérieur à celui de l'ensemble Maghreb-Levant-Turquie réunis. Or cet ensemble, qui a connu une croissance démographique au moins double (parfois triple) de celle de l'Europe, constitue le réservoir énergétique principal du Vieux Continent et dépend

d'une manière vitale de l'Europe pour son commerce extérieur. L'inverse est bien moins vrai: le Maghreb, par exemple, dépend à plus de 65% de son commerce avec l'Europe, mais cette dernière conduit moins de 5% de ses échanges avec lui.

Un autre facteur inquiète: l'ensemble Maghreb-Levant-Turquie est, de toutes les régions du monde, celle qui, au cours des dix dernières années, a attiré le moins d'investissements externes. Sa croissance économique est pratiquement nulle. Pour qu'un minimum de prospérité y soit établi, il lui faudrait un taux de croissance au moins double du taux de sa croissance démographique, soit 5% à 6% par an. On est loin, très loin, du compte. Un cercle vicieux s'est ainsi mis en place: parce que c'est une région à risques, on n'y investit pas, et puisqu'on n'y investit guère, elle est encore plus une zone de tempêtes. Il fallait donc casser cette équation, et les Européens vont s'y employer.

Des maux méditerranéens, l'Europe a une lecture stratégique, mais elle déploie, pour y remédier, des moyens financiers.

Du coup, le succès de l'approche européenne dépend d'aléas qu'elle ne contrôle pas, comme celui du processus de paix israélo-arabe, de la stabilité politique des régimes pendant la phase de transition, de la levée des sanctions qui frappent l'Irak, l'Iran ou la Libye, ou encore de la résolution pacifique de l'affaire kurde. En d'autres termes, l'Europe, pour réussir, a besoin, ici, du succès de la diplomatie américaine (comme sur le dossier israélo-arabe) et, là, de son revirement (comme sur l'affaire irakienne). C'est pourquoi, paradoxalement, le succès de ce partenariat dépend aussi de l'expression de nouveaux rapports euro-américains: les ambitions transméditerranéennes de l'Europe doivent cesser d'être bloquées par ses fidélités transatlantiques.

Le partenariat économique ne peut tenir lieu de nouvelle politique arabe, d'approche moins crispée de la Turquie, bref de vraie politique étrangère commune, qui a si douloureusement fait défaut en Bosnie.

Pour réussir, l'Europe ne saurait se contenter d'être le banquier des faiseurs de paix: elle doit définir sa ligne propre sur le règlement des conflits, la prolifération nucléaire, la protection des minorités, la montée de l'islamisme et l'exigence de démocratisation.

Sur tous ces problèmes, l'Europe n'a guère d'inspiration à trouver qu'en son propre sein. La Méditerranée, c'est son Rio Grande à elle, par lequel transitent les demandeurs d'emploi légaux ou nocturnes autant que les gazoducs; c'est le flanc méridional de sa sécurité, le creuset d'une large part de sa culture et l'origine de nombre de ses soucis. Les cinq millions d'expatriés originaires de cette région rappellent d'ailleurs, au quotidien, que pour l'Europe, la Méditerranée ne saurait être une affaire étrangère. ■